

Les associations et journaux militaires ont un rôle important à jouer dans le domaine de l'information fondamentale

Autor(en): **Chevallaz, G.-A.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Pionier : Zeitschrift für die Übermittlungstruppen**

Band (Jahr): **56 (1983)**

Heft 11-12

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-563185>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Interview de Monsieur le Conseiller fédéral G.-A. Chevallaz:

Les associations et journaux militaires ont un rôle important à jouer dans le domaine de l'information fondamentale.

PV. La presse a annoncé en octobre la décision du chef du DMF de se retirer à la fin de l'année. Nous nous sommes permis de lui poser quelques questions touchant à l'économie nationale, à l'information développée par l'armée depuis plus de deux ans, au rôle des associations et journaux militaires, aux investissements futurs du DMF.

Guerre nucléaire: Informations objectives par le DMF?

PIONIER: La dernière décennie a montré un désintérêt pour l'armée; cet état d'esprit est en train de changer. Parallèlement on voit naître des mouvements pacifistes à la recherche «d'autres solutions». Une récente émission à la TV romande (Agora) a montré une angoisse diffuse d'un prochain conflit qui n'engagerait que des moyens nucléaires. N'y a-t-il pas une information objective à apporter par le DMF?

G.-A. Chevallaz: Le DMF s'emploie à fournir à la presse une information aussi objective, rapide et complète que possible. Nous souhaiterions parfois contribuer davantage à l'information du journaliste et de l'opinion publique sur des aspects fondamentaux de la défense nationale, qu'il s'agisse de problèmes d'acquisition du matériel de guerre, de financement, d'organisation, d'instruction ou, comme vous le relevez, d'«état d'esprit» dans l'opinion publique. On doit cependant bien observer que la presse s'intéresse avant tout aux problèmes d'actualité – surtout lorsque celle-ci est brûlante –, et qu'elle n'est guère disposée à transmettre à froid l'information de base dont ses lecteurs et ses auditeurs pourraient avoir besoin. Pour sa part, chaque fois qu'il le peut, le chef du DMF ne manque pas une occasion de répondre aux questions qu'on se pose dans la population en ce qui concerne particulièrement la menace nucléaire, les possibilités de notre armée et les moyens matériels à engager pour maintenir notre troupe en état de combattre. Nos officiers généraux en font autant de leur côté. Il n'appartient pas, en revanche, aux services d'information de se livrer à des actions de propagande, et il ne serait pas non plus normal que les militaires aient à justifier eux-mêmes l'existence et les exigences d'une défense militaire voulue par la constitution et largement approuvée par le peuple. C'est plutôt l'affaire du pouvoir politique, par magistrats ou députés interposés.

Le rôle des associations et leurs journaux

PIONIER: Quel est à vos yeux le rôle que doivent assumer les associations militaires et leurs journaux?

Ne pensez-vous pas que, vu les spécialistes dans ses rangs, des missions pourraient leur être confiées (contrôle de matériel dans les protections civiles p.ex. ou d'autres missions à sa hauteur), permettant de décharger les fonctionnaires fédéraux et d'assurer différents services malgré l'arrêt du recrutement du personnel fédéral?

G.-A. Chevallaz: Pour enchaîner avec la question précédente, je dirai d'abord que les associations militaires et leurs journaux ont certainement un rôle important à jouer dans le domaine de l'information fondamentale comme aussi lorsqu'il s'agit de défendre ouvertement et publiquement la cause d'une défense militaire forte.

Quant à savoir si vos spécialistes pourraient

Commandes profitables pour toute la Suisse?

PIONIER: Parmi les nouvelles acquisitions du DMF, il a été annoncé qu'une grande partie serait confiée à l'industrie suisse. Ces commandes profiteront-elles à toutes les régions de Suisse?

G.-A. Chevallaz: Ces commandes ne peuvent pas profiter de manière parfaitement égale à toutes les régions du pays pour la simple et bonne raison que toutes les branches de l'industrie ne sont pas représentées partout. C'est ainsi que, notamment dans le domaine métallurgique, la Suisse romande n'est souvent pas en mesure de faire des offres répondant à nos besoins. De par la force des choses, il y aura donc fatalement une certaine inégalité géographique dans la répartition des commandes. Nous nous efforçons toutefois, selon la nature des besoins de l'armée, de toujours compenser d'une manière ou d'une autre les déséquilibres constatés. Cela n'est pourtant pas toujours possible étant donné la diversité des structures économiques des régions et des cantons. On peut cependant relever qu'au cours de ces dernières années le DMF a considérablement augmenté ses commandes à l'industrie du pays, et nous tendons toujours à une répartition de 30% à l'étranger et 70% à la Suisse. Cela dit, les impératifs proprement militaires, techniques et tactiques, de même que les considérations d'ordre financier ont une priorité dans le choix du matériel.

Communication améliorée avec le citoyen?

PIONIER: Durant votre mandat vous avez nommé Monsieur Margot, chargé des relations publiques du DMF. Notre magazine a abondamment publié les communiqués. Pensez-vous que les réalisations du titulaire ont amélioré la communication avec le citoyen?

G.-A. Chevallaz: Nous sommes reconnaissants au PIONIER de publier régulièrement et fidèlement les communiqués du DMF dans leur inté-



gralité. Ces communiqués, comme le nombre de nos conférences de presse, ainsi que notre participation officielle aux émissions de la radio et de la télévision témoignent, me semble-t-il, du gros effort consenti par le DMF pour tenir la presse systématiquement et rapidement au courant des activités et des problèmes du département et de l'armée. Les services d'information du DMF ont notamment développé leurs relations avec les rédactions elles-mêmes, en tenant compte du fait que les journalistes accrédités sont déjà quasi submergés par la masse d'informations qui les sollicite quotidiennement. Je crois pouvoir dire que, dans le milieu de la presse, on s'accorde à reconnaître les effets positifs de notre nouvelle politique d'information, laquelle se veut avant tout offensive, c'est-à-dire dynamique et ouverte. A cet égard, l'expérience professionnelle de M. Margot, chef de l'information, et de son premier collaborateur, M. Strasser, chef de la Section information, ont certainement contribué au succès de cette politique d'information, succès que les «Rencontres Suisses» ont tout récemment reconnu dans un rapport qu'elles viennent de consacrer à ce sujet.

contribuer à soulager nos fonctionnaires de certaines tâches techniques, c'est sans doute une question qui mérite examen. On doit cependant relever qu'une administration publique ne peut pas déléguer tout ou partie de sa responsabilité à des privés, et que cette responsabilité a souvent un caractère politique au sens large du terme. Au demeurant, nous avons déjà souvent en recours à des privés pour des expertises, et les militaires de notre armée de milice sont souvent appelés à mettre leurs qualités professionnelles au profit de l'armée, que ce soit dans le cadre de leur cours ordinaire ou lors de services spéciaux. On doit cependant éviter de diffuser les responsabilités et de mélanger les compétences.

Les futurs investissements de l'armée

PIONIER: Quels seront les gros investissements que devra présenter votre successeur pour la modernisation de notre armée?

G.-A. Chevallaz: Ces gros investissements sont essentiellement dictés, pour les cinq années à venir, par le nouveau plan directeur de l'armée. Mon successeur sera évidemment libre de mettre les accents où il le voudra, en tenant compte des volontés exprimées par la CDM et au sein des chambres fédérales. Les exigences de la planification financière de la Confédération lui imposeront aussi d'inévitables servitudes. Dans ce cadre-là, on peut néanmoins prévoir que les plus gros investissements seront consacrés à l'acquisition du fusil d'assaut 1990, du char de combat Léopard II, d'un engin antichar pour les régiments d'infanterie, d'hélicoptères de transport et de combat, sans parler de l'indispensable modernisation de l'aviation, de la DCA et de l'artillerie.

Note de la rédaction romande

Nous tenons ici à remercier Monsieur le Conseiller fédéral Georges-André Chevallaz pour ses réponses; nous sommes d'autant plus reconnaissants qu'elles nous sont parvenues le 20 octobre malgré un agenda militaire fédéral très chargé qui comprenait non seulement des réceptions de délégations militaires étrangères mais encore des séances extraordinaires du Conseil fédéral dues à la mort subite de M. Willy Ritschard et l'acceptation ad interim de la direction du département fédéral des finances

avec entre autres charges la présentation du budget fédéral 84 à la presse, aux commissions parlementaires et devant le Parlement.

Pour l'avoir approché lors de son mandat politique à Lausanne et contacté lors de son séjour à Berne nous pouvons témoigner ici de sa constante disponibilité aux questions et sollicitations des citoyens.

Nous ne saurions terminer cet article sans lui souhaiter une paisible (et sans doute féconde) retraite sur les bords du Léman. *Ph. Vallotton*

Auszug aus der Ansprache von Bundesrat G.-A. Chevallaz, Chef des EMD, «Die Brücken über die Saane»

... Das Nebeneinander unterschiedlicher Bevölkerungen, ob durch Sprache, Religion, durch Ideologie oder Hautfarbe, ist an sich nichts Natürliches. Eine Gemeinschaft auf nationalem oder lokalem Niveau ist oft mehr allergisch als brüderlich mit Mitbürgern, die nicht dem Durchschnittskaliber entsprechen. Denken wir nur an unser Verhalten gegenüber den Ausländern. «Die Hölle, das sind die andern», sagte J.-P. Sartre. Wie steht es um die Schweiz, deren 4 Sprachen, 55 Dialekte, die 2 Konfessionen und die 27 Verfassungen eigentlich alle Voraussetzungen für einen Zwist erfüllen? Entgegen dessen, was man sich im Ausland vorstellt, gibt es kein schweizerisches Wunder. Die geschichtlichen Ereignisse und die föderalistische Struktur der Politik, eine gewollte Konstruktion, erlaubt uns das friedliche Zusammenleben zweier Konfessionen, von vier Sprachen und unzähligen Dialekten, die uns auch morgen die brüderliche Koexistenz in der Vielfalt unterschiedlicher Lebensformen sichern muss.

Im Vergleich zu unseren Nachbarn ist die Schweiz weder eine Nation noch ein überlebtes nostalgisches Reich. Zweifellos gelang es den Zusammenhalt zu festigen, die militärische Einheit zu wahren, die Wirtschaft zu koordinieren, den sozialen Ausgleich in den letzten 130 Jahren nahezu zu perfektionieren. Aber die Schweiz blieb, was sie immer gewesen ist: eine kantonale Koalition von Widerständen, erpicht auf ihre Vorteile, die oft zu heftigen Auseinandersetzungen führen; aber insgesamt sind alle einer überragenden Autorität, komme sie nun von innen oder von aussen, feindlich gesinnt. Die Vorbehalte gegenüber der Europäischen Gemeinschaft, die Frage der Neutralität im Zusammenhang mit dem UNO-Beitritt repräsentieren den gleichen Geist des Widerstandes...

In eigener Sache

Geschätzte Leser

Aus persönlichen Gründen ist es Herrn A. Häfliger nicht mehr möglich, die PIONIER-Redaktion weiterzuführen. Wir haben an der letzten Präsidentenkonferenz bereits darüber orientiert.

Mit sofortiger Wirkung übernehmen Walter und Heidi Wiesner von der Sektion beider Basel diese Aufgabe. Wir danken ihnen dafür, dass sie sich spontan bereit erklärt haben, einzuspringen. Adressieren Sie deshalb bitte alles mit der PIONIER-Redaktion Zusammenhängende wie folgt:

Redaktion PIONIER, Postfach 77, 4434 Hölstein.

*Für den Zentralvorstand
H. Dinten*

Chers lecteurs

Pour des raisons personnelles il n'est plus possible à Monsieur Häfliger d'assumer la rédaction de PIONIER. Nous avons informé les présidents lors de notre dernière séance.

Nous avons confié cette fonction à Walter et Heidi Wiesner de la section des deux Bâles. Nous les remercions d'avoir immédiatement pris ce travail en main. Désormais veuillez s.v.p. leur adresser tout ce qui concerne la rédaction centrale.

*Pour le comité central
H. Dinten*

... Das ist auch der Grund, weshalb es keine einheitliche deutsche Schweiz gibt, die einer kompakten französischen Schweiz gegenüber steht. Es gibt deutschschweizer und welsche Kantone; es gibt das Tessin, und es gibt über die Sprachgrenzen hinweg Überlagerungen, historische oder wahlverwandtschaftliche Zuneigungen oder eine sonstige Respektbezeugung. Die Romandie ist ein künstliches Gebilde, genau wie die deutschschweizerischen Kantone unterschiedlich sind. Das wird uns, wenn wir föderalistisch bleiben wie bisher, vor allem gemein und leidenschaftlichem ethnischen Antagonismus bewahren, den andere nur zu gut kennen.

Dieser grundsätzliche Föderalismus erklärt das Überleben und die Lebendigkeit des sprachlichen Partikularismus: die Dialekte bei den Deutschschweizern, das Französisch bei den Romands mit leichtem Patois. Das erlaubte uns, die beiden Sprachen über die Zeit zu retten, wie den Dualismus der Religion, und dies ohne grosse Wanderbewegungen und ohne Durcheinander der verschiedenen Bevölkerungsteile...

... Eine vereinheitlichte und zentralistische Schweiz, eine zentral, kollektiv, anonym regierte und von den Gewählten kaum mehr zu kontrollierende Verwaltung mit 2/3 der Beamten aus der Deutschschweiz, was zur Folge hat, dass 90% aller Akten in deutsch redigiert sind, wäre nicht mehr die Schweiz. Sie würde durch ein Gemisch von Explosivstoffen auseinanderbrechen, oder sie würde in eine anonyme Masse versinken und früher oder später von den Nachbarn absorbiert...

... Paradoxerweise besteht unser erster Schritt zur Gemeinschaft, unsere erste Bindung, die

Georges-André Chevallaz

Les ponts sur la Sarine

PV. Comme indiqué dans notre éditorial nous désirons consacrer quelques pages à notre chef du Département militaire fédéral. Le grand public connaît l'homme politique. Il ignore souvent les convictions de ce Vaudois nourri d'histoire, de littérature suisse et étrangère, de philosophie.

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un discours prononcé cette année à Bâle devant la Chambre de Commerce.

L'auteur y souligne les particularités cantonales d'une part et les généralités helvétiques de l'autre. Nous pensons intéressant de faire connaître à nos lecteurs regroupés en sections locales l'opinion de cet ancien professeur d'histoire. Ses propos devraient renforcer encore la cohésion de notre association. Ses propos sont présentés en allemand dans ce numéro.

erste «Brücke über die Saane», in den Diversitäten des Landes, den Romands, den Tessinern, den Rätomanen und dem deutschen Pluralismus. Verschiedenheiten, die uns einigen und die sich in unsere föderalistischen Strukturen eingliedern.

Die zweite «Brücke über die Saane» muss als eine Art Festung betrachtet werden. Es ist, nachdem sich die Kantone in einem Nebeneinander oft bekämpften, sich zu einer Koalition des Widerstandes gegen fremde Prinzen, gegen die Gefahren von aussen, gegen jeden Willen, uns zu unterwerfen, gegen die von aussen kommenden Ideologien, eine gemeinsame Verteidigung, die Armee. Die aus kantonalen Kontingenten zusammengesetzte Armee schlug die Habsburger, Karl den Kühnen und François I. Die Armee im Jahre 1848: Die Rolle der Offiziere, der militärischen Vereine, der Schützengesellschaften spielten eine bedeutende Rolle im allgemeinen Zusammenfinden und bei der Schaffung der eidgenössischen Armee. Bei den Mobilisationen von 1870, 1914 und 1939, als der Totalitarismus uns an allen Grenzen bedrohte, war der Zusammenhalt des Landes die «raison d'être». Über allem Vertrauen und dem Willen zur Verteidigung sind es doch die Kontakte, die Schulter an Schulter in der Armee geknüpft werden.

Es ist aber auch die Kenntnis des Landes, seiner Strassen, seiner Wege, der Durchgänge, die verbarrikiert werden, des Waldes, wo die Patrouille sich aufhält, des Passes, den wir überschreiten, und des Dorfes, das uns nach den Übungen aufnimmt. Die Armee ist, über ihren Auftrag der Verteidigung, die uns die letzten 200 Jahre erspart geblieben ist, hinaus, die Stütze der Kenntnis und des Zusammenhaltes des Landes, das heisst also die stärkste Brücke über die Saane.

Eine militärische und gleichzeitig eine politische Brücke. Die kantonalen Unterschiede, die Denkweise, die unterschiedlichen Charaktere und die unterschiedliche Handlungsweise hindern uns nicht daran, dass die drei Sprachbezirke in der Politik proportional vertreten sind...

...Beide Landesteile weisen ein ähnliches mikropolitisches Spektrum auf: die Lebendigkeit in Genf und Basel, die konservativen Festungen der Innerschweiz und jene des Wallis und von Freiburg. Die Zuneigung der Berner und Waadtländer zu ihrem Kanton und gegenseitig ist trotz der seinerzeitigen Lektion der Gnädigen Herren spürbar.

...Über den Unterschieden in der Sensibilität, in der Ausdrucksweise, den Nuancen der politischen Farbe, den anders gesetzten Akzenten,

ob man jenseits oder diesseits der Alpen, westlich oder östlich der Saane lebt, über den kleinen Konflikten, über dem kantonalen Mikroklima mit eigenem Erreter, über ihrem Preis und ihrem Recht der Selbstbestätigung existiert ein politisches Makroklima schweizerischer Prägung, finden sich viele Traditionen der direkten Demokratie, das Referendum, oft genützt bis zur Provokation der politischen Abstinentz. Es gibt eine Tradition zu starker Opposition gegen die Behörden, gegen bestimmte Menschen, gegen die einzelnen Parteien, gegen das eidgenössische Bern, gegen den Staat und gegen die Wirtschaftsmacht. Trotzdem findet sich ein starker Wille der Befriedung in den Diversitäten, die viel öfters zum Grau des pragmatischen Kompromisses als zur Konfrontation nach einer gefärbten Ideologie neigt. Es gibt eine «schweizerische Demokratie» von Genf bis Romanshorn, die ihre eigenen Widersprüche, ihre eigene Langsamkeit, das eigene Misstrauen, Vorsicht, Egoismen und Engstirnigkeit hat, aber sich auch durch eine starke Tradition freiheitlicher Politik, freier Urteilsfindung ohne Druck und mit einer starken Bindung an das Land auszeichnet. Eine Demokratie nach Schweizer Art? Die Schweizer wären nur ungern bereit, die eigene Kammermusik für die grosse Oper der Konfrontationen, wie sie im Ausland aufgeführt wird, aufzugeben...

...Diese Solidarität auf wirtschaftlichem und sozialem Gebiet, die nicht nur in einer Richtung ausgeübt wird, ist auch eine der Brücken über die Saane. Die föderalistische Struktur, die jedem Kanton erlaubt in der Vielfalt seine eigene Identität zu finden, republikanisches Klima mit direkter Demokratie, Pragmatismus und Befriedigung, Gruppierung des Landes um die Landesverteidigung, Ergänzungen jeder Art auf wirtschaftlich-industriellem Gebiet, Solidarität auf sozialem Gebiet, dies alles sind Brücken über die Saane oder Tunnel durch den Gottard. Sie alle erklären die Zusammensetzung und die Kompliziertheit der Schweiz, ihr Zusammenhalt auf der Linie der verschiedenen Ethnien, gegen Nationalismus und Separatismus, den man anderweitig kennt.

Es ist allerdings nicht ungefährlich zu glauben, dieses idyllische Bild bleibe uns für alle Ewigkeit erhalten. Dieses Land lebt nicht nur aus der Kraft seiner Traditionen und der erlangten Stärke. Es ist eine tägliche Konstruktion, und wir müssen dem Unterhalt der Brücken die nötige Aufmerksamkeit schenken, nachdrücklich die Kenntnisse und das gegenseitige Vertrauen zwischen dem mehrheitlich deutschen und den minderheitlich anderssprachigen Landesteilen bewahren...

...Ich möchte drei Punkte der notwendigen Wachsamkeit hervorheben:

- die unumgängliche Notwendigkeit, sich gegenseitig besser kennenzulernen;
- die Beteiligung der Minderheit bei wirtschaftlichen und politischen Entscheidungen;
- den Versuch der Zentralisation und die Notwendigkeit der Erhaltung der föderalistischen Strukturen...

...Die erste Voraussetzung für den Zusammenhalt des Landes ist die Notwendigkeit, sich gegenseitig besser kennenzulernen, um sich gegenseitig besser verstehen zu können. Oft hat man gesagt und wird es wiederholen, «die Schweiz ist ein Land, wo man sich verträgt, weil man sich nicht versteht». Dieses Paradoxon, das zweifellos einen Kern Wahrheit enthält, darf uns nicht genügen. Man kann gegenseitig eine ausgewogene Übereinkunft erzielen, aber man kann nicht ewig auf sie bauen. Wir müssen uns besser verstehen. Man muss an dieser Stelle jenen ein Lob spenden, Herausgeber oder Mäzen, Editions de l'Aire, Bertil Galland, den Stiftungen, Begegnungszentrum Waldegg und Oertli, die mit Übersetzungen und Zusammenkünften zu diesem gegenseitigen Verständnis beitragen.

Die gegenseitige Unkenntnis begünstigt die Vorurteile, die summarischen Verurteilungen, die Minoritäts- und die Überlegenheitskomplexe. Sie ist die Basis für kleine Zwischenfälle, für Ungeschicklichkeiten, die an sich ohne Bedeutung sind, aber die rasch, durch Empfindlichkeiten gefördert, unangenehme Ausmasse annehmen können und die in der Geschichte oft entscheidend, aber oft auch schädlich waren.

Leider, ich bin gezwungen es zu sagen: Wir kennen und verstehen uns heute weniger gut, als vor 50 Jahren. Wir kennen uns weniger gut: Der Wohlstand, die Ferien, die Überwindung der Distanzen, die Charterflüge bringen uns die Costa Brava und Korfu näher als Zäziwil oder Filisur. Das Welschlandjahr, oder «la vache enragée», die die jungen Waadtländer in die Deutschschweiz essen kamen, um in Uebeschi oder Bubendorf leben zu lernen, haben an Bedeutung viel verloren. Man will entweder rasch viel verdienen, um das Motorrad zu bezahlen oder fühlt sich von der grossen weiten Welt angezogen. Die Studenten erweiterten ihre Bildung in den andern Sprachgebieten – Deutschland oder Paris. Englisch und Amerika sind heute attraktiver und die Wissenschaffter aus der Deutsch- und Westschweiz verstehen sich bald leichter auf Englisch, als in einer ihrer Muttersprachen. Es wird wohl nur noch einige Jahre dauern, bis man sich auch am Redner-

**Jede Sache
vernünftig versichert:**
winterthur
versicherungen

pult im Nationalrat der englischen Sprache bedient. Diese Anfänge müssen uns mit Besorgnis erfüllen...

Gestatten Sie mir einige Besonderheiten der Romands hervorzuheben. Wenn diese sich anschicken, in engen Kontakt zu den Deutschschweizern zu treten, haben sie es mit zwei Sprachen zu tun, mit dem Schriftdeutsch, das im Parlament und in der klassischen Tragödie gesprochen wird und mit den Dialekten, die sich in der Deutschschweiz viel hartnäckiger erhalten; sie werden in der Regel am Radio, in den Laboratorien, in den taktischen Kursen, beim Jassen und bei der geschäftlichen Konversation gebraucht, derweil sich das Patois der Romands viel stärker nivelliert. Das mag an sich eine erfreuliche Erscheinung sein, die die geographische Herkunft verrät und bestätigt. Für die Romands ist sie eine doppelte Schwierigkeit. Es ist klar, dass sich der Romand in der Regel nicht eben gross bemüht – wir gestehen es unumwunden –, deutsch oder Dialekt zu sprechen, denn damit trüge er dazu bei, die Verwaltungsarbeiten zu einer einzigen Sprache zu vereinfachen und dispensierte die Deutschschweizer, französisch zu lernen. Wenn die Deutschkenntnisse in der Romandie auch nicht zunehmen, in der Deutschschweiz sind die Französischkenntnisse rückläufig. Das Romantsch, unter sich selbst unterschiedlich, seine geringe Ausdehnung und ohne ausländische Referenz, ist, wie bekannt, bedroht. Hier gibt es Probleme. Und glauben Sie mir, ein Bundesrat aus der Westschweiz, der in den Kommissionen in seiner Muttersprache spricht und debattiert, hat einen schweren Stand, trotz aller Bemühungen, ihm mit Courtoisie zu begegnen.

Kürzlich bekam ich folgende Karte von Soldaten: «Wir sind 6 Romands in einer Kompanie aus Deutschschweizern. Wir beklagen uns nicht. Aber wir haben für Ihren schweren Stand viel Verständnis.» Das ist eine ziemlich präzise Zusammenfassung der Lage. Das erklärt auch die Schwierigkeiten für den Bund, mittlere Kadaver aus dem Tessin und der Welschschweiz zu rekrutieren. Man findet genügend Direktoren, Vizedirektoren, Divisionäre und sogar Bundesräte, aber nicht jene, die die allgemeinen Verwaltungsarbeiten verrichten oder Gesetze ausarbeiten.

Man muss bei dieser Gelegenheit der deutschschweizerischen Mehrheit attestieren, dass sie der Minderheit bei den wichtigsten Verantwortungen in der Politik, der Verwaltung, der Armee und der Diplomatie ihren Teil zugesteht. In der Regel überspringt sie sogar die strikte Proportionalität und beweist den guten Willen der Mehrheit, der Minderheit eine Repräsentanz einzuräumen, die es dieser gestattet, an den wichtigen Entscheidungen und den wichtigen Verantwortungen teilhaftig zu sein. Es wäre zu hoffen, dass dies auch für die grossen Industriekomplexe, wie es schon vielfach der Fall ist, in personeller Hinsicht in den Direktionen und den Verwaltungsräten, zutreffen würde. Die Schweiz in ihren unterschiedlichen Strukturen kann ihre Probleme nicht mit summarischen Mehrheitsbeschlüssen lösen. Ohne sich wegen des Widerstandes paralisieren zu lassen – es muss ja eine Entscheidung fallen – muss die Mehrheit die Minderheit anhören und ihre Stimme werten, bevor endgültig entschieden wird. Das mathematische Gewicht ist nicht unbedingt auch das Gewicht der Klugheit...

...Die Brücken über die Saane sind zahlreich, stark frequentiert in beiden Richtungen. Es ist an uns, den Verkehr zu verstärken und die Brücken nicht zu historischen Denkmälern verkümmern zu lassen. Es ist wichtig, dass unser

Föderalismus lebendig bleibt, sich den heutigen Realitäten anpasst, denn er ist das Rückgrat des brüderlichen Zusammenlebens mit gegenseitiger Achtung und mit Respekt vor unserer Vielfalt.

Der junge Karl Hediger stellt im «Fähnlein der sieben Aufrechten» von Gottfried Keller fest: «Wie kurzweilig ist es, dass es nicht einen eintönigen Schlag Schweizer gibt, sondern dass es Zürcher und Berner, Unterwaldner und Neuenburger, Graubündner und Basler gibt, und sogar zweierlei Basler. Dass es eine Appenzeller Geschichte gibt und eine Genfer Geschichte. Diese Mannigfaltigkeit in der Einheit, welche Gott uns erhalten möge, ist die rechte Schule der Freundschaft, und erst da, wo die politische Zusammengehörigkeit zur persönlichen Freundschaft eines ganzen Volkes wird, da ist das Höchste gewonnen.»

Nous ne voudrions terminer ce «portrait» sans mentionner un ouvrage: Les Raisons de l'Espoir, recueil de questions posées par un philosophe, Claude Jaquillard, à Monsieur Chevallaz. Celui-ci en avait non seulement accepté le jeu mais encore décidé de répondre à chaud; il occupait alors le poste de «Ministre des Finances». Le meneur de jeu y pose des questions parfois simples, parfois profondes, toujours pertinentes. Sans se dérober l'auteur y répond avec sa sensibilité d'homme, sa réflexion d'historien, son expérience politique. Nous en extrayons une traitant de la vision du monde d'aujourd'hui.

Nous recommandons la lecture de cet ouvrage à tous les lecteurs désirant cerner mieux encore sa vraie personnalité.

Claude Jaquillard: Vos propos me paraissent toujours sous-tendus par un optimisme que je qualifierais de stoïcien. Cette attitude stoïcienne présuppose, du moins en apparence, une certaine indifférence à l'égard de la souffrance et de l'affectivité. A aucun moment vous ne cherchez à dramatiser la situation bien que l'histoire de ce siècle ne soit qu'une succession de catastrophes et de tragédies: guerres, génocides, enfermement concentrationnaire sont monnaie courante. Huit hommes sur dix sont sous-alimentés, la dégradation de l'environne-

ment a pris une ampleur phénoménale, les grandes puissances se livrent un combat acharné pour établir ou consolider leur hégémonie. Partout, nous assistons à la montée du totalitarisme. Ne pensez-vous pas que votre stoïcisme risque de constituer un nouvel encouragement au citoyen de cultiver son jardin, alors qu'il serait urgent de le placer devant la réalité des faits?

G.-A. Chevallaz: Si je me révèle, sans le vouloir, stoïcien, c'est peut-être précisément parce que je n'ai pas une vision entièrement optimiste des choses de l'histoire et de son étonnement. Je ne pense pas que nous puissions trouver la formule idéale qui nous ramènerait au jardin d'Eden, par la vertu d'un système politique ou d'un miracle religieux. «Le Royaume n'est pas de ce monde.» Nous ne pouvons pas partir en Croisade: les croisades, ambiguës, ont d'ailleurs mal tourné. Je crois que nous serons toujours affrontés à des problèmes de souffrance, de difficultés, d'exploitation des faibles. Je crois que cette dramatique est une constante de l'humanité. Et dans ces conditions, je préfère être optimiste, et par là même stoïcien si vous voulez, en me disant qu'il faut entreprendre quand même; il faut réaliser quand même. Il faut être optimiste en dépit de toutes les difficultés. Si je n'avais pas un certain optimisme, je ne tiendrais pas dans la fonction que j'occupe, soyez-en bien certain. Mais c'est un optimisme qui n'est pas un optimisme, comment pourrait on dire, totalement idéaliste, c'est un optimisme pratique, concret, réaliste. En constatant que nous pouvons améliorer les choses, petit à petit, en faisant preuve de patience, de ténacité et de constance; mais pas par de grands branle-bas. Les grands branle-bas amènent généralement des résultats pires que le mal qu'ils voulaient corriger. Et les victimes ne sont pas tellement ceux qui ont tenu glorieusement le devant de la scène, mais toute la masse des petites gens qui paient en misère la facture de la rhétorique.

Extrait de: Les Raisons de l'Espoir, p. 115-116 par G.-A. Chevallaz, Edition de l'Aire, Lausanne 1979, avec l'aimable et gracieuse autorisation de l'Editeur.

EVU/AFTT

Präsidentenkonferenz

Die diesjährige Herbst-Präsidentenkonferenz fand auf dem Waffenplatz der Sanitätstruppen bei strahlendem Herbstwetter in der Kaserne Moudon statt. Von 10.00 Uhr bis zum Mittagessen konnten die Präsidenten und die Mitglieder des ZV in einer interessanten Führung die modernen Einrichtungen einer Kaserne besichtigen, die im Ernstfall in ein Regionalspital umgewandelt werden kann.

Die wichtigsten Informationen aus der Präsidentenkonferenz sind:

Zentralkurs 1984

Dieser wird in der Nähe von Bern stattfinden und ist für die technischen Leiter der Sektionen sowie die Übungsinspektoren reserviert; Thema: Instruktionen über Brieftauben und SE-

226. Vorgesehenes Datum: 14/15. Januar 1984.

EKF-Kurs

Da das technische Material für diesen Kurs nicht unbeschränkt zur Verfügung steht, sind die Präsidenten gebeten, dem Chef der Technischen Kommission ihre Wünsche zwecks Koordination unter den Sektionen so bald wie möglich bekanntzugeben.

Nachfolge für den Chef der Technischen Kommission

Bis heute wurde aus den Sektionen kein Nachfolger für die Übernahme dieser Funktion gemeldet. Allfällige Interessenten sind gebeten, sich beim Zentralpräsidenten zu melden. Von